



Le 22 mars dans la rue, et après ?

Pendant que les licenciements continuent de pleuvoir dans l'industrie (BOSCH, ST-LOUIS, PCA...), pendant que la précarité se développe et s'installe en devenant à certains endroits la norme, le gouvernement continue de détruire le droit du travail et de défendre le patronat. La casse totale des institutions représentatives du personnel (CE, DP, CHSCT en les transformant en un « CSE » avec moins de pouvoir) n'a qu'un seul but : détruire toute résistance des salariés dans les entreprises pour les mettre davantage en concurrence et imposer des accords d'entreprise moins favorables que la convention collective par exemple

Les quelques dizaines d'euros d'augmentation pour les plus bas salaires « grâce » à la baisse des cotisations sociales et l'augmentation dans le même temps de la CSG sont une illusion totale : le patronat ne partagera pas davantage les richesses que nous produisons au quotidien en travaillant, les caisses de la sécurité sociale seront vidées et conduiront à des dé remboursements, et nous y perdrons collectivement. C'est donc le moment de rappeler à nos directions que les négociations salariales annuelles (NAO) doivent être bien au delà de la seule inflation pour partager les richesses mais aussi le temps de travail en revendiquant des embauches : comment régler sinon la question du chômage qui nous touche tous, y compris dans notre entourage ? Nous pouvons agir concrètement en gagnant sur ces revendications, maintenant !



Public, Privé : même combat pour une harmonisation par le haut des conquises et la défense du service public

L'Union syndicale SUD industrie rappelle que l'opposition entre secteur public et secteur privé est un piège tendu par tous les gouvernements et tous les pouvoirs : diviser pour mieux régner ! Au contraire, nous pensons que les acquis gagnés par les différentes luttes sociales doivent être généralisés à l'ensemble des salariés, public comme privé, et quelque soit le secteur.

Derrière notre solidarité à l'égard des travailleurs du rail, c'est aussi notre volonté de défendre un service public universel et donc accessible à tous et tous. Ces biens communs nous appartiennent, et c'est à nous de décider collectivement ce que nous souhaitons en faire, en assurant haut et fort des missions de service public. Parce que le gouvernement, qui défend les riches et les gagnants du capitalisme ne pourra être arrêté qu'en **bloquant l'économie**, nous devons nous y préparer. Pas en faisant une ou deux journées de grève espacées, mais en discutant dès maintenant d'un grand mouvement reconductible, public et privé, main dans la main, pour gagner et imposer embauches, augmentations de salaires et une autre organisation du travail !

Pour construire la grève générale il faut se syndiquer et lutter Public, privé, ENSEMBLE !